tribunal du travail de Liège
division Namur
Audience de la 7ème chambre du 26 JUIN 2020

JUGEMENT

En cause de :

Monsieur Gérard N., RN n° XXX, domicilié à 5000 Namur, XXX

partie demanderesse, comparaissant par son conseil **Me Ph. VERSAILLES**, avocat à 5000 Namur, rue Saint Jacques, 32,

Contre :

LE CPAS DE NAMUR , dont les bureaux sont établis rue de Dave, 165 à 5100 JAMBES, BCE 0211.085.163,

partie défenderesse, comparaissant par **Me L. ANCIAUX DE FAVEAUX**, avocat à 5000 NAMUR, Chaussée de Dinant 275,

I. Indications de procédure :

Vu les pièces du dossier de la procédure, notamment :

- la requête introductive d'instance, rédigée et présentée conformément au prescrit de l'article 704 §2 du Code judiciaire, reçue au greffe le 29.1.2020,
- le dossier de l'information réalisée par l'Auditorat du travail,
- les conclusions pour la partie défenderesse reçues au greffe le 26.2.2020,
- les conclusions pour la partie demanderesse reçues au greffe le 20.5.2020,
- les convocations adressées aux parties,
- le dossier de pièces de la partie demanderesse,
- les procès-verbaux d'audiences publiques.

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

A l'audience du 22 mai 2020, après avoir entendu les parties en leurs dires et explications, le Tribunal a déclaré les débats clos, entendu le Ministère Public en son avis, mis la cause en délibéré et décidé qu'il serait statué à l'audience de ce jour.

II. Objet de la demande :

Monsieur N. conteste la décision prise par le CPAS de Namur le 24.10.2019 qui décide la révision avec effet rétroactif au 13.9.2017, des conditions d'hébergement à la résidence « La Closière » de sa belle-sœur, Madame Francine M. , et de la récupération à son égard des sommes prises en charge par le CPAS de Namur pour la période du 1.1.2018 au 31.10.2019, soit un montant de 8.185,67 €.

III. Les faits

1. Le 13 septembre 2017, Monsieur N. signe avec le CPAS de Namur une convention financière relative à l'hébergement de sa belle-sœur, Madame M. , dans une maison de repos gérée par le CPAS.

2. Le 24 octobre 2019, le CPAS de Namur décide de la révision des conditions d'hébergement de Madame M. , et sollicite la récupération, auprès de Monsieur N., de la somme de 8.185,67 €, prise en charge par le CPAS en faveur de Madame M. .

3. Plusieurs échanges interviendront entre Monsieur N. et le CPAS de Namur, le premier contestant être solidairement engagé ou débiteur d'aliments et, en conséquence, redevable de quelque montant que ce soit à ce titre.

4. Les parties ne parvenant à trancher leur différend, Monsieur N. a pris l'initiative de la présente procédure.

IV. Compétence

1. Avant tout autre moyen, le CPAS de Namur soulève l'incompétence du tribunal du travail, au motif que Monsieur N. n'a pas la qualité de bénéficiaire, et ne peut donc se prévaloir des règles de compétence contenues à l'article 580,8 ° du Code judiciaire.

2. Monsieur N. estime, quant à lui, que ledit article doit être lu en combinaison avec l'article 71 de la loi du 8 juillet 1976, de telle sorte que *« le débiteur d'aliments à l'encontre duquel le CPAS prend une décision de récupération à sa charge d'une aide sociale allouée à son créancier d'aliments dispose d'une action contre cette décision prise à son égard ».*

3. L'article 580 du Code judiciaire dispose que :

> *« le tribunal du travail connaît :*
> *[…] 8° des contestations relatives à l'application de :*
> *[…] d) la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne les contestations relatives à l'octroi, à la révision, au refus et au remboursement par le bénéficiaire de l'aide sociale et à l'application des sanctions administratives prévues par la législation en la matière »*

4. La jurisprudence interprète cette disposition comme limitant la compétence du tribunal du travail aux actions introduites par le bénéficiaire de l'aide sociale (voir, notamment : T.T. Liège, div. Namur, 10 janvier 2020, inédit, R.G. n° 19/186/B ; T.T. Liège, div. Dinant, 14 février 2017, inédit, R.G. n° 16/1188/A ; T. arr. Namur, 7 septembre 2015, inédit, R.G. n° 15-16/E).

5. L'article 71 de la loi organique du 8 juillet 1976 dispose que :

> *« Toute personne peut former un recours auprès du tribunal du travail contre une décision en matière d'aide individuelle prise à son égard par le conseil du centre public d'action sociale ou l'un des organes auxquels le conseil a délégué des attributions. »*

Expressis verbis, cet article renvoie non pas à toute décision qui serait prise par un CPAS, mais bien les décisions d'aide individuelle. Selon les termes de cet article, lorsqu'une décision d'aide individuelle est prise, la personne à l'égard de laquelle elle est prise peut la contester devant le tribunal du travail.

Ledit article ne vise donc pas, comme le soutient Monsieur N., les décisions prises à l'égard des débiteurs d'aliments.

6. Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par les travaux préparatoires de la loi du 12 juillet 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire, ayant introduit cette disposition dans la loi organique :

> *« Le Ministre répond à un membre que les contestations relatives au remboursement de l'aide sociale par les débiteurs d'aliments, continueront à être traitées par les tribunaux de première instance.*
> *L'amendement n° 18 […] qui apporte une correction de pure forme au texte en calquant la rédaction sur l'article 580, 8° du Code judiciaire, est adopté à l'unanimité »* (Doc. Parl., Chambre, sess. 1991-1992, Doc. 630/2, p. 62).

Ceci confirme que la ratio legis de l'article 71 de la loi du 8 juillet 1976 n'était pas de permettre au débiteur d'aliments à l'encontre duquel une décision de récupération est prise de saisir le tribunal du travail.

7. Enfin, et s'il était besoin de l'épingler, Monsieur N. ne se considère lui-même pas comme débiteur d'aliments.

Il ne peut donc, à ce titre, soutenir que l'article 71 – ouvrant la voie à une action devant le tribunal du travail pour les débiteurs d'aliments – justifierait la compétence du tribunal du travail pour traiter de son action.

8. Il y a donc lieu de considérer que le tribunal du travail n'est pas compétent pour traiter de la demande.

9. L'incompétence du tribunal de céans à connaître de la demande n'a cependant pas pour effet – comme semble le soutenir le CPAS par voie de conclusions – de rendre la demande

irrecevable.

Conformément à l'article 639 du Code judiciaire, et à défaut de demande de renvoi vers le tribunal d'arrondissement, il appartient au tribunal de céans de trancher la contestation et de renvoyer vers le tribunal qu'il estime compétent.

10. A cet égard, l'article 591,14 ° du Code judiciaire prévoit la compétence du juge de paix pour les contestations portant sur *« les demandes relatives au remboursement du revenu d'intégration social visé à l'article 26 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et des demandes relatives au remboursement des frais d'aide sociale visé à l'article 98, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale »*.

    Cette disposition ne vise que les débiteurs d'aliments, ce qui n'est pas le cas de Monsieur N..

11. En l'espèce, la contestation porte sur l'interprétation qu'il y a lieu de donner aux conventions conclues par Monsieur N. (le cas échéant au nom de Madame M.) avec le CPAS de Namur.

    Ce contentieux – purement contractuel – relève de la compétence du tribunal de première instance.

    Il y a donc lieu de renvoyer la présente cause devant le tribunal de première instance de Namur.

Par ces motifs, le tribunal

Statuant publiquement, et contradictoirement,

sur avis conforme de Madame l'auditeur du travail,

ORDONNE, en application de l'article 639, alinéa 3 du Code judiciaire, le renvoi de la cause devant le tribunal de première instance de Namur, Place du Palais de Justice, 4 à 5000 Namur.

AINSI jugé par la **7ème chambre** du **tribunal du travail de Liège division Namur**, où siégeaient :

Benoit GAUTIER, Greffier	Michel ZICOT, Juge social ouvrier	Patrick PALATE, Juge social employeur	Nathalie ROBERT, Juge

Et prononcé en langue française à l'audience du **26 JUIN 2020** de la **7ème chambre** du **tribunal du travail de Liège division Namur**, où siégeaient :

Benoît GAUTIER,
Greffier

Nathalie ROBERT,
Juge.